Le récit accablant pour lui-même de la crise grecque que fait Yanis Varoufakis – Parties 3 et 4

mercredi 7 février 2018, par TOUSSAINT Éric (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2018).

Sommaire

- Partie 3 : Comment Tsipras
- Partie 4 : Varoufakis s'est

Pour les parties 1 et 2 de cette série, voir : ESSF (article 41837), Le récit accablant pour lui-même de la crise grecque que fait Yanis Varoufakis – Parties 1 et 2 : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41837

Partie 3 : Comment Tsipras, avec le concours de Varoufakis, a tourné le dos au programme de Syriza

Yanis Varoufakis fait remonter à 2011 sa collaboration avec Alexis Tsipras et son alter ego, Nikos Pappas. Cette collaboration s'élargit progressivement, à partir de 2013, à Yanis Dragasakis (qui est devenu, en 2015, vice-premier ministre). Une constante dans les rapports entre Varoufakis et Tsipras : Yanis Varoufakis plaide en permanence pour modifier l'orientation adoptée par Syriza. Varoufakis affirme que Tsipras-Pappas-Dragasakis veulent eux-mêmes clairement adopter une orientation différente, nettement plus modérée, de celle décidée par leur parti.

La narration faite par Varoufakis ne manque pas de piment. À travers son témoignage, on voit comment, à des étapes très importantes, des choix sont faits dans le dos de Syriza au mépris des principes démocratiques élémentaires.

Varoufakis s'attribue un rôle central et, en effet, il a exercé une influence sur la ligne adoptée par le trio Tsipras-Pappas-Dragasakis. Il est également certain que Tsipras et Pappas ont cherché à construire, en dehors de Syriza, des rapports plus ou moins étroits avec des personnes et des institutions afin de mettre en pratique une politique qui s'est éloignée de plus en plus de l'orientation que Syriza avait faite sienne. Varoufakis n'est pas la seule personne à avoir été contactée mais effectivement, à un moment donné, Tsipras et Pappas ont considéré qu'il était l'homme de la situation pour aller négocier avec les institutions européennes et le FMI.

Début 2011, premiers contacts de Varoufakis avec Tsipras et Pappas

Varoufakis décrit sa première rencontre avec Alexis Tsipras et Nikos Pappas début 2011. Pappas lui avait donné rendez-vous dans un petit hôtel restaurant proche du local de Syriza.

- *« Quand je suis arrivé à l'hôtel, Alexis et Pappas étaient déjà en train de commander leur*

déjeuner. Alexis avait une voix chaleureuse, un sourire sincère et la poignée de main d'un éventuel ami. Pappas avait un regard plus illuminé et une voix plus haute. […] Il était évident qu'il avait l'oreille du jeune prince et qu'il lui servait à la fois de guide, de frein et d'aiguillon, une impression que j'aurai toujours au fil des années tumultueuses qui suivraient : deux jeunes hommes du même âge mais de tempéraments différents, qui agissaient et pensaient comme un seul homme. [1] »

Varoufakis explique que Tsipras hésitait sur l'orientation à prendre quant à une sortie éventuelle de la zone euro.

- " *Depuis 2011, Syriza était déchiré par les divisions internes face au problème : fallait-il officiellement soutenir le Grexit (quitter la zone euro, mais pas nécessairement l'Union européenne) ? Je trouvais l'attitude d'Alexis face à la question à la fois cavalière et immature. Son objectif était de maîtriser les tendances rivales au sein de son parti plus que de se faire une opinion claire et personnelle. À en juger par les regards complices de Pappas, il était évident qu'il partageait mon point de vue. Il comptait sur moi pour l'aider à empêcher le leader du parti de jongler avec l'idée du Grexit.*
- J'ai fait de mon mieux pour impressionner Alexis et le convaincre que viser le Grexit était une erreur aussi grave que de ne pas s'y préparer du tout. J'ai reproché à Syriza de s'engager à la légère (…). "

Tsipras a soumis à Varoufakis l'idée de menacer les dirigeants européens d'une sortie de la Grèce de la zone euro, en cas de refus de leur part de remettre en cause la politique mémorandaire. Varoufakis lui a répondu qu'il éviter de sortir de la zone euro car il était possible par la négociation d'obtenir une solution favorable à la Grèce, notamment une nouvelle restructuration de sa dette.

Tsipras a répliqué que des économistes renommés, comme Paul Krugman, affirmaient que la Grèce irait bien mieux sans l'euro.

Varoufakis poursuit son récit : *« Je lui ai répondu qu'on irait bien mieux si on n'était jamais entrés dans la zone euro, mais ne pas y être entrés était une chose, en sortir était une autre. […] Pour le persuader d'abandonner ce raisonnement paresseux, je lui ai fait le tableau de ce qui nous attendait en cas de Grexit. Contrairement à l'Argentine qui avait renoncé à la parité entre le peso et le dollar, la Grèce n'avait pas de pièces ni de billets à elle en circulation. »* Pour le convaincre, Varoufakis fait observer à Tsipras que : *« Créer une nouvelle monnaie demande des mois. »*

En réalité cet argument qui a été utilisé à de multiples reprises par Varoufakis et d'autres opposants à la sortie de l'euro n'est pas solide. En effet, il était possible d'adopter une nouvelle monnaie en utilisant les billets en euro après les avoir estampillés. Les distributeurs automatiques des banques auraient délivré des billets en euro qui auraient été préalablement marqués d'un sceau. C'est notamment ce que James Galbraith a expliqué dans une lettre à son ami Varoufakis en juillet 2015 [2].

En réalité, ce que souhaite Varoufakis, c'est convaincre Tsipras qu'il est possible de rester dans la zone euro tout en rompant avec la politique anti sociale appliquée jusque-là : *« nous exigerons une renégociation qui impliquera un new deal pour la Grèce et qui nous permettra d'avoir une économie sociale viable au sein de la zone euro ; si l'UE et le FMI refusent de négocier, nous n'accepterons plus le moindre prêt empoisonné payé par les contribuables européens. Et s'ils répliquent en nous poussant hors de l'euro, ce qui aurait un coût considérable pour eux et pour nous, laissez-les choisir la politique du pire. »*

Varoufakis à Tsipras : nous exigerons une renégociation qui impliquera un new deal pour la Grèce et

qui nous permettra d'avoir une économie sociale viable au sein de la zone euro

Pour Varoufakis, il ne faut donc pas préparer la sortie de la zone euro et s'il faut un jour y passer, cela sera la pire des solutions.

Varoufakis poursuit :

- " *Pappas hochait la tête avec enthousiasme, mais Alexis avait l'esprit ailleurs, jusqu'à ce que je l'oblige à sortir de son silence. Sa réponse m'a confirmé qu'il était davantage préoccupé par les rapports de force au sein de Syriza que prêt à prendre le taureau par les cornes à propos du Grexit. Je ne me suis pas laissé impressionner. Notre rendez-vous arrivait à sa fin, et, au risque de paraître condescendant, je lui ai donné un conseil bienveillant, non sollicité, qui n'avait rien à voir. Il aurait pu le prendre mal.*
- - Alexis, si tu veux être Premier ministre, il faut que tu apprennes l'anglais. Prends des cours, c'est essentiel. "

Quand Varoufakis rentre chez lui, son épouse, Danaé lui demande comment s'est passé le rendez-vous et il répond : *« Le type est sympa, mais je ne pense pas qu'il ait la carrure. »*

Varoufakis, l'audit de la dette et la suspension du paiement

Dans sa narration des évènements de l'année 2011, Varoufakis ne mentionne à aucun moment l'importante initiative d'audit citoyen de la dette à laquelle il a refusé de participer.

Il est utile de préciser que les positions du CADTM commencent à être connues en Grèce à partir de 2010. Plusieurs interviews sont publiées dans la presse grecque. Par exemple, la revue grecque *Epikaira* publie une longue interview de moi réalisée par Leonidas Vatikiotis, journaliste et militant politique d'extrême-gauche très actif. J'y explique les causes de l'explosion de la dette publique grecque et en quoi l'expérience de l'Équateur peut être une source d'inspiration pour la Grèce en termes de commission d'audit et de suspension du paiement de la dette. En guise de conclusion, à la question « Que doit faire la Grèce ? », je répondais : *« Mon conseil est catégorique : ouvrez les livres de comptes ! Examinez dans la transparence et en présence de la société civile tous les contrats de l'État - des plus grands, comme par exemple ceux des récents Jeux olympiques, jusqu'aux plus petits - et découvrez quelle partie de la dette est le fruit de la corruption, et par conséquent est illégale et odieuse selon le jargon international, et dénoncez-la ! »* [3].

Dans sa narration des évènements de l'année 2011, Varoufakis ne mentionne à aucun moment l'importante initiative d'audit citoyen de la dette à laquelle il a refusé de participer

De son côté, dans plusieurs articles largement diffusés en Grèce par la presse imprimée et par les réseaux sociaux, l'économiste Costas Lapavitsas défendait également activement la nécessité de créer une commission d'audit. Dans un de ses papiers, il affirme : *« La Commission internationale d'audit pourrait jouer le rôle de catalyseur contribuant à la transparence requise. Cette commission internationale, composée d'experts de l'audit des finances publiques, d'économistes, de syndicalistes, de représentants des mouvements sociaux, devra être totalement indépendante des partis politiques. Elle devra s'appuyer sur de nombreuses organisations qui permettront de mobiliser des couches sociales très larges. C'est ainsi que commencera à devenir réalité la participation populaire nécessaire face à la question de la dette. »* (article publié le 5 décembre 2010 par le quotidien *Eleftherotypia* [4]).

Le 9 janvier 2011, le troisième quotidien grec en termes de tirage (à l'époque), *Ethnos tis Kyriakis*

m'interviewe et titre « *Ce n'est pas normal de rembourser les dettes qui sont illégitimes. Les peuples de l'Europe ont aussi le droit de contrôler leurs créanciers* » [5]. Le quotidien explique que « *Le travail du Comité en Équateur a été récemment mentionné au Parlement grec par la députée Sofia Sakorafa.* ».

En effet, Sofia Sakorafa, qui a rompu avec le Pasok quand celui-ci a accepté le mémorandum de 2010, était intervenue en décembre 2010 au parlement pour proposer la création d'une commission d'audit de la dette grecque en s'inspirant de l'expérience équatorienne. Le parlement ne l'avait pas suivie.

Costas Lapavitsas, qui résidait à Londres où il enseignait et dont les positions trouvaient un écho important en Grèce, prend alors contact avec moi et me propose de collaborer au lancement d'une initiative internationale pour la création d'une commission d'audit, ce que j'accepte immédiatement.

Simultanément Giorgos Mitralias du CADTM Grèce prenait contact avec Leonidas Vatikiotis qui était en pointe dans l'activité pour faire avancer sur le terrain en Grèce la création d'une telle commission.

Costas Lapavitsas m'a consulté sur le contenu de l'appel international de soutien à la constitution du comité, j'ai fait quelques amendements. Après quoi, nous avons commencé à chercher des appuis parmi des personnalités susceptibles de nous aider à augmenter l'écho et la crédibilité de cette initiative. Je me suis chargé de collecter un maximum de signatures de personnalités internationales en faveur de la mise en place du comité d'audit. Je connaissais plusieurs d'entre elles depuis des années comme Noam Chomsky avec qui j'étais en contact sur la thématique de la dette depuis 1998, Jean Ziegler, à l'époque rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Tariq Ali ainsi que de nombreux économistes, …

Dans ma recherche de signatures je n'ai essuyé qu'un seul refus, celui de James Galbraith. Je dialoguais avec lui depuis plusieurs années à l'occasion de conférences sur la globalisation financière où nous nous retrouvions. Plus tard, j'ai reçu une partie de l'explication de ce refus, lorsque Yanis Varoufakis a expliqué publiquement pourquoi il refusait de souscrire à l'appel de la création de la commission d'audit [6]. Il raconte qu'il a été contacté par Galbraith qui lui demandait s'il fallait signer cet appel ou non. Il déclare qu'il lui a recommandé de ne pas le faire. Dans cette longue lettre, Y. Varoufakis justifie son refus de soutenir la création du comité citoyen d'audit (ELE). Il déclare que si la Grèce suspendait le paiement de la dette, elle devrait sortir de la zone euro et se retrouverait du coup à l'âge de pierre. Varoufakis explique que, par ailleurs, les personnes qui ont pris cette initiative sont bien sympathiques et bien intentionnées et qu'en principe, il est favorable à l'audit mais que dans les circonstances dans lesquelles la Grèce se trouve, celui-ci n'est pas opportun. Dans ce long texte, Varoufakis donne également son avis critique sur le documentaire *Debtocracy*.

En mars 2011 était lancé le comité grec d'audit de la dette (ELE). C'est le résultat de gros efforts de convergence entre des personnes qui se connaissaient à peine ou pas du tout quelques semaines ou mois auparavant. Le processus de création a été stimulé par l'ampleur de la crise en Grèce.

Le documentaire *Debtocracy* diffusé à partir d'avril 2011 et dans lequel Hugo Arias (économiste équatorien qui a été l'un des principaux animateurs de la commission d'audit créée en 2007 par le président Rafael Correa) et moi-même intervenons longuement, a permis de donner un très grand écho à la proposition d'audit citoyen de la dette et à la nécessité et au bienfondé d'annuler la partie illégitime et odieuse de celle-ci [7]. Dans les 6 premières semaines de la sa diffusion sur internet, *Debtocracy* a été téléchargé par plus d'un million et demi de Grecs.

Parmi les personnalités grecques qui ont signé l'appel en 2011, on retrouve Euclide Tsakalotos (devenu ministre des finances du gouvernement Tsipras, en remplacement de Yanis Varoufakis, à partir de début juillet 2015, il a gardé ce portefeuille ministériel dans le deuxième gouvernement Tsipras mis en place fin septembre 2015), Panagiotis Lafazanis (un des principaux dirigeants de la plate-forme de gauche dans Syriza, ministre de l'énergie dans le gouvernement Tsipras entre janvier et le 16 juillet 2015, leader de l'Unité populaire, créée fin août 2015 par le secteur qui a quitté Syriza en s'opposant au 3e mémorandum), Nadia Valavani (membre également de la plate-forme de gauche, vice-ministre des finances du 27 janvier au 15 juillet 2015, membre également de l'Unité populaire), Sofia Sakorafa (élue eurodéputée Syriza en mai 2014 et siégeant comme indépendante depuis septembre 2015 car en désaccord avec la capitulation), Georges Katrougalos (vice-ministre de la réforme administrative de janvier 2015 à juillet 2015, devenu ensuite ministre du travail à partir de août 2015, reconduit dans les mêmes fonctions dans le cadre du 2e gouvernement formé par Alexis Tsipras. A partir de novembre 2016, il a occupé la fonction de vice-ministre des affaires étrangères), Notis Maria (élu eurodéputé en mai 2014 sur la liste du parti souverainiste de droite Anel, siégeant comme indépendant depuis janvier 2015).

Varoufakis ne mentionne pas non plus la conférence internationale réalisée à Athènes en mars 2011 par Synaspismos (la principale composante de Syriza présidée par Alexis Tsipras) et par le Parti de la Gauche européenne, à laquelle il a pourtant lui-même participé. Au cours de cette conférence ont pris la parole Alexis Tsipras, Oskar Lafontaine (ex-ministre social-démocrate des Finances en Allemagne, un des fondateurs de Die Linke), Pierre Laurent (dirigeant du PCF et du Parti de la Gauche Européenne), Mariana Mortagua du Bloc de Gauche au Portugal, Euclide Tsakalotos, Yannis Dragasakis, moi-même et plusieurs autres invités.

À cette conférence, ma communication a porté sur les causes de la crise, l'importance vitale de réduire radicalement la dette par des mesures d'annulation liées à la réalisation d'un audit de la dette avec participation citoyenne [8].

Il était évident de mettre au programme une intervention sur la nécessité de l'audit de la dette, thème qui est totalement évacué par Varoufakis, tant dans l'orientation qu'il a défendu que dans la narration de ce qui s'est passé en 2011

Il y avait 600 ou 700 participants et plusieurs des communications ont été rassemblées dans un livre publié en anglais par l'institut Nikos Poulantzas sous le titre *The Political Economy of Public Debt and Austerity in the EU* [9]. Si je mentionne cette conférence, c'est pour indiquer qu'à l'époque, il était évident de mettre au programme une intervention sur la nécessité de l'audit de la dette, thème qui est totalement évacué par Varoufakis, tant dans l'orientation qu'il a défendu que dans la narration de ce qui s'est passé en 2011.

En mai 2011, la conférence internationale d'appui à l'audit citoyen de la dette grecque qui s'est tenue à Athènes a remporté un franc succès, avec l'affluence de près de 3 000 personnes réparties sur les 3 jours. Le CADTM faisait partie des organisations qui ont convoqué cette réunion. Pendant cette conférence, j'ai coordonné le premier panel de discussion auquel ont participé notamment Nadia Valavani [10], qui est devenue plus tard vice-ministre des Finances du gouvernement Tsipras 1, et Leonidas Vatikiotis. Le CADTM avait contribué, avec les organisateurs grecs et d'autres

mouvements non grecs, à convaincre un nombre significatif d'organisations d'Europe de soutenir la conférence et d'adopter collectivement une déclaration qui garde toute sa valeur (voir encadré).

Déclaration de la Conférence d'Athènes sur la dette et l'austérité adoptée en mai 2011 (extraits)

Nous appelons à soutenir :

o L'audit démocratique des dettes comme un pas concret en direction de la justice en matière d'endettement. Les audits de la dette avec participation de la société civile et du mouvement syndical, tels que l'Audit citoyen de la dette au Brésil, permettent d'établir quelle part de la dette publique sont illégales, illégitimes, odieuses ou simplement insoutenables. Ils offrent aux travailleurs/euses les connaissances et l'autorité nécessaires au refus de payer la dette illégitime. Ils encouragent également la responsabilité, la reddition de comptes et la transparence dans l'administration du secteur public. Nous exprimons notre solidarité avec les audits en Grèce et en Irlande et nous tenons prêts à y apporter notre aide en termes pratiques.

o Des réponses souveraines et démocratiques à la crise de la dette. Les gouvernements doivent répondre en premier lieu à leur peuple, et non aux institutions de l'UE ou au FMI. Les peuples de pays comme la Grèce doivent décider quelles politiques sont à même d'améliorer leurs chances de reprise et de satisfaire leurs besoins sociaux. Les États souverains ont le pouvoir d'imposer un moratoire sur le remboursement si la dette détruit les moyens de subsistance des travailleurs/euses. L'expérience de l'Équateur en 2008-9 et de l'Islande en 2010-11 montre qu'il est possible de donner des réponses radicales et souveraines au problème de la dette, y compris en répudiant sa part illégitime. La cessation de paiements justifiée par l'état de nécessité est même reconnue légale par des résolutions de l'ONU.

o Une restructuration économique et une redistribution, pas d'endettement. La domination des politiques néolibérales et le pouvoir de la finance internationale ont mené à une croissance faible, des inégalités croissantes, et à des crises majeures tout en sapant les processus démocratiques. Il est impératif de changer les fondements des économies par des programmes de transition qui comprennent le contrôle sur les capitaux, une régulation stricte des banques et même leur transfert au secteur public, des politiques industrielles qui reposent sur des investissements publics, le contrôle public des secteurs stratégiques de l'économie et le respect de l'environnement. Le premier objectif doit être de protéger et d'augmenter l'emploi. Il est aussi crucial que les pays adoptent des politiques redistributives radicales. La base d'imposition doit être étendue et devenir plus progressive en taxant le capital et les riches, permettant ainsi la mobilisation de ressources internes comme alternative à l'endettement. La redistribution doit aussi inclure la restauration des services publics de santé, d'éducation, de transport et des retraites ainsi que renverser la pression à la baisse sur les salaires.

Il s'agit là des premiers pas vers la satisfaction des besoins et aspirations des travailleurs/euses, mesures qui par ailleurs renverseraient le rapport de forces au détriment du grand capital et des institutions financières. Elles permettraient aux peuples d'Europe, et plus largement du monde entier, de maîtriser davantage leurs moyens de subsistance, leurs vies et le processus politique. Elles offriraient également de l'espoir à la jeunesse d'Europe dont l'avenir semble aujourd'hui bien sombre, avec peu d'emplois, des salaires bas et l'absence de perspectives. Pour ces raisons, soutenir la lutte contre la dette en Grèce, en Irlande, au Portugal et dans d'autres pays d'Europe est dans l'intérêt des travailleurs/euses, où qu'ils/elles se trouvent.

Athènes, le 8 mai 2011

La déclaration est signée par : Initiative pour une Commission d'audit grecque (ELE)
European Network on Debt and Development (Eurodad)
Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM)
The Bretton Woods Project, Grande-Bretagne
Research on Money and Finance, Grande-Bretagne
Debt and Development Coalition Irlande
Afri - Action from Ireland
WEED - World Economy Environment Development, Allemagne
Jubilee Debt Campaign, Grande-Bretagne
Observatorio de la Deuda en la Globalización, Espagne

Source : http://www.cadtm.org/Declaration-de-la-Conference-d

Lors d'une discussion que Varoufakis et moi avons eue le 9 novembre 2016 à Athènes [11], je lui ai demandé pourquoi il n'avait pas soutenu l'initiative d'audit citoyen de la dette à partir de 2011. Il m'a répondu que cette initiative n'était pas bonne car elle remettait en cause la légitimité et la légalité de la dette. Selon lui, il n'y avait pas lieu de remettre en cause la légalité ou la légitimité de la dette grecque.

Varoufakis a adopté une position d'économiste borné qui ne voit la dette qu'en termes de soutenabilité financière et d'accès aux sources de financement. Il n'a pas du tout saisi l'importance de l'audit citoyen. Alors que dans son livre il insiste sur l'importance du mouvement d'occupation des places qui a eu lieu en juin-juillet 2011 en Grèce, il ne s'est pas aperçu de l'écho que l'initiative d'audit citoyen a obtenu au cours de ce puissant mouvement.

Varoufakis a adopté une position d'économiste borné qui ne voit la dette qu'en termes de soutenabilité financière et d'accès aux sources de financement. Il n'a pas du tout saisi l'importance de l'audit citoyen

J'ai donc été témoin direct du refus de Varoufakis de soutenir l'audit citoyen en 2011 et j'ai constaté sa capacité à convaincre James Galbraith de ne pas signer l'appel international que nous avions lancé avec Costas Lapavitsas. Après avoir lu attentivement le livre de Varoufakis, je suis convaincu qu'il est intervenu activement pour convaincre Tsipras, au moins à partir de mai-juin 2012, d'abandonner le soutien à l'audit de la dette et à la revendication de la suspension du paiement de la dette pendant la réalisation de l'audit.

Au sein de la direction de Syriza et des conseillers économiques de Tsipras, plusieurs personnes clés étaient également opposées à l'audit de la dette et à la suspension de paiement. Yannis Dragasakis, un des responsables de Syriza en matière économique (devenu vice-premier ministre dans les gouvernements Tsipras I et II) n'y était pas favorable, il l'avait déclaré à Giorgos Mitralias lorsque celui-ci avait tenté de le convaincre dès 2010 de soutenir la perspective de la création d'une commission d'audit. Georges Stathakis, de l'équipe d'économistes qui entourait Tsipras, avait, de son côté, déclaré à la presse qu'il n'y avait pas de quoi soulever la question de la dette odieuse dans le cas de la Grèce car la partie odieuse ne représentait pas plus de 5 % de la dette totale. Stathakis a été ministre de l'économie dans le gouvernement Tsipras I et pendant un an dans le gouvernement Tsipras II avant de devenir en septembre 2016 ministre de l'énergie et de l'environnement.

Fin 2011, renforcement de la collaboration de Varoufakis avec Tsipras et Pappas

Fin 2011, Varoufakis a été recontacté par Pappas pour avoir un nouvel entretien.

- *« Ce deuxième rendez-vous, comme ceux qui allaient suivre, m'a surpris en bien : Alexis était transformé. Finies la complaisance, les luttes internes de Syriza qui l'obsédaient et la désinvolture vis-à-vis du Grexit. Il avait fait ses devoirs […]. Il m'a même annoncé fièrement qu'il avait engagé un professeur d'anglais et progressait. […] L'avantage le plus évident de ces discussions fut la clarification et la mise au point de notre objectif commun. »*

2012, Varoufakis aide Tsipras à trouver un écho dans le milieu démocrate aux États-Unis

Varoufakis, alors qu'il travaillait aux États-Unis, a tenté d'ouvrir des portes à Tsipras dans les milieux Démocrates.

Varoufakis explique que son séjour au Texas *« [lui] a aussi permis de construire un pont entre Washington et [ses]nouveaux amis de Syriza, qui n'étaient pas des alliés naturels des États-Unis. » Il explique : « Comme il y avait des chances qu'un gouvernement Syriza provoque un affrontement violent avec l'Allemagne, la Commission européenne et la BCE, la dernière chose dont Alexis et Pappas avaient besoin était de se retrouver face à une administration américaine hostile. De 2012 à 2015, grâce à l'aide de Jamie Galbraith et à son réseau, j'ai tout fait pour convaincre les leaders d'opinion américains et l'administration Obama qu'ils n'avaient rien à craindre d'un éventuel gouvernement Syriza, dont la priorité serait de libérer la Grèce d'une dette écrasante. »*

Varoufakis contre le programme électoral de Syriza de mai-juin 2012

Varoufakis résume sa position :

- *« Je voulais que Syriza présente un programme simple, progressiste, pro-européen, cohérent et non populiste, un socle sur lequel on pourrait bâtir l'image d'un gouvernement crédible, qui négocierait un autre plan avec l'UE et le FMI. Alexis et Pappas inclinaient vers un programme politique différent, qui optimisait les gains électoraux à court terme aux dépens (d'après moi) d'une cohérence logique à long terme. En 2012, quand j'ai découvert la partie politique économique du manifeste électoral de Syriza, j'étais tellement irrité que je ne suis pas allé jusqu'au bout. Le lendemain, un journaliste de la télévision grecque m'a demandé de le commenter. J'ai dit que j'aurais tendance à soutenir Syriza, mais je ne voterais pour eux que si je pouvais modifier le programme économique. »*

Varoufakis : J'ai dit que j'aurais tendance à soutenir Syriza, mais je ne voterais pour eux que si je pouvais modifier le programme économique

Que contenait le programme électoral de Syriza qui irritait tant Varoufakis ?

Le programme de Syriza en 40 points pour les élections du 6 mai 2012

Le programme de Syriza était clairement radical, il contenait une quarantaine de points. Le premier point portait sur la dette et était libellé comme suit : Audit de la dette publique, renégociation des intérêts à payer et suspension des paiements jusqu'à ce que la croissance économique et la création d'emplois aient repris.

Parmi les autres mesures, on peut mettre en exergue, à côté d'une série de mesures d'urgence pour faire face à la crise humanitaire : l'augmentation de l'impôt sur le revenu à 75 % de prélèvement sur tous les revenus supérieurs à 500 000 euros ; l'augmentation des impôts sur les grandes entreprises ; **l'abolition des privilèges financiers de l'Église et des armateurs** ; la réduction drastique des dépenses militaires ; l'augmentation du salaire minimum afin de le ramener au niveau d'avant le mémorandum de 2010 (soit 750 euros par mois) ; l'utilisation des bâtiments du gouvernement, des banques et de l'Église pour les sans-abri ; **la nationalisation des banques** ; **la nationalisation des entreprises publiques qui ont été privatisées dans des secteurs stratégiques pour la croissance du pays** ; des mesures pour restaurer les droits des travailleurs et les améliorer ; l'adoption de réformes constitutionnelles pour garantir la séparation de l'Église et l'État ; **la réalisation de référendums sur les traités et autres accords avec l'Europe** ; l'abolition des privilèges pour les députés ; la suppression de l'immunité pour les ministres et l'autorisation pour les tribunaux d'engager des poursuites contre des membres du gouvernement ; des mesures de protection des réfugiés et des migrants ; l'augmentation du financement de la santé publique de manière à l'amener à la moyenne européenne (la moyenne européenne est de 6 % du PIB tandis qu'en Grèce elle était de 3 %) ; la gratuité des soins de santé publics nationaux ; la nationalisation des hôpitaux privés ; l'élimination de la participation du secteur privé dans le système national de santé ; le retrait des troupes grecques de l'Afghanistan et des Balkans ; **l'abolition de la coopération militaire avec Israël** ; le soutien à la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 ; la négociation d'un accord stable avec la Turquie et *last but not least* : **la fermeture de toutes les bases étrangères en Grèce et retrait de l'OTAN** [12].

Avec ce programme, Syriza, qui ajoute le mot d'ordre « Pas de sacrifice pour l'euro », voit multiplier par 4 son résultat électoral entre 2009 et mai 2012, passant de 4 % à 16 %.

Le programme de Syriza de 2012 est tout à fait intéressant et utile. Il contient les principales mesures à mettre effectivement en pratique.

Il y avait néanmoins des points faibles :

– Il n'y a pas de hiérarchisation dans les 40 points, or il s'agit d'avancer ce qu'un gouvernement fera en premier (disons dans les 100 ou les 200 premiers jours). Le programme n'est pas présenté de manière opérationnelle. Or il est important de présenter une feuille de route précisant comment ce gouvernement prévoyait de réaliser les objectifs fixés. Dans ce cas, il est aussi important de présenter un plan A et un plan B. Le plan A est le premier qui sera appliqué et le plan B est une solution de recours si plusieurs obstacles empêchent la réalisation du plan A. Exemple : le plan A propose une réduction très importante de la dette passant par un accord à l'amiable avec les créanciers (c'est ce que proposait le programme de Thessalonique adopté en 2014 - voir plus loin). Si les créanciers du pays refusent cette réduction radicale de la dette, il s'agit de dire dans les grandes lignes ce que ferait le gouvernement dans le cadre d'un plan B (suspension du paiement de la dette, audit de la dette à participation citoyenne, mesures ciblées de répudiation de dette - voir plus loin).

– On y affirme la nécessité de réformes constitutionnelles, mais sans dire s'il faut convoquer des élections générales pour élire une assemblée constituante. Or, se prononcer sur la manière de réaliser des réformes constitutionnelles est très important. Ce n'est pas du tout la même chose de trouver une majorité qualifiée à l'intérieur du parlement tel qu'il est constitué que de d'initier une démarche ouverte à toute la société en passant par la convocation d'une assemblée constituante.

Lors des élections de juin 2012, Syriza a obtenu 26,5 % des voix avec cette orientation radicale que remettait en cause Varoufakis.

Les élections de mai 2012 en Grèce ne permettent pas à un parti ou à une coalition de partis de constituer un gouvernement, ce qui conduit à de nouvelles élections dès le mois de juin 2012. Entre les deux élections, Tsipras avance 5 propositions concrètes pour entamer des négociations avec les partis opposés à la Troïka (sauf Aube dorée qui, bien qu'opposé au mémorandum, est exclu) : 1. l'abolition de toutes les mesures antisociales (y compris les réductions des salaires et des retraites) ; 2. l'abolition de toutes les mesures qui ont réduit les droits des travailleurs en matière de protection et de négociation ; 3. l'abolition immédiate de l'immunité des parlementaires et la réforme du système électoral ; 4. un audit des banques grecques ; **5. la mise sur pied d'une commission internationale d'audit de la dette combinée à la suspension du paiement de la dette jusqu'à la fin des travaux de cette commission**.

Lors des élections de juin 2012, Syriza a obtenu 26,5 % des voix avec cette orientation radicale que remettait en cause Varoufakis.

Malgré le désaccord de Varoufakis avec le programme de Syriza de 2012, Tsipras et Pappas lui demandent de rédiger un programme de gouvernement

Entre les deux élections, Varoufakis a été recontacté par Pappas et une nouvelle rencontre a lieu avec Tsipras. Pappas lui déclare :

- *« - Tu te rends compte, que, si on gagne, c'est toi qui va mener les négociations avec l'UE et le FMI ! »*

Pappas demande à Varoufakis de préparer un document expliquant les grandes lignes de la

meilleure stratégie de négociation au cas où Syriza remporterait les élections le 17 juin, trois semaines plus tard.

Varoufakis se met au travail le soir même et il développe l'idée que le capital des banques grecques doit passer sous contrôle européen.

Selon Varoufakis, il convenait de transformer *« les contribuables européens en propriétaires des banques grecques : de facto les banques ne seraient plus sous la responsabilité de l'Etat, mais soutenues par le peuple européen ; et en demandant aux institutions européennes de les gérer pour eux. C'était la seule façon de restaurer la confiance dans les banques. »* Comme indiqué dans la première partie de cette série, en proposant de transférer à l'UE les actions détenues par les pouvoirs publics grecs dans les banques du pays, Varoufakis réalisait un pas supplémentaire et dramatique vers l'abandon complet de souveraineté.

Selon Varoufakis, il convenait de transformer les contribuables européens en propriétaires des banques grecques : de facto les banques ne seraient plus sous la responsabilité de l'Etat, mais soutenues par le peuple européen ; et en demandant aux institutions européennes de les gérer pour eux.

Selon Varoufakis, cela faciliterait la restructuration de la dette publique.

Il ajoutait une seconde proposition : *« Deuxièmement, tout remboursement de la dette à l'UE et au FMI devait être soumis à une condition : que la relance du pays soit un minimum avérée. C'était la seule façon de permettre à l'économie nationale de redémarrer. »*

Il est important de préciser que pour Varoufakis la suspension du paiement de la dette envisagée plus haut fait partie de la négociation. Cette suspension devait être autorisée par les créanciers et ne pas constituer un acte souverain. Varoufakis poursuit l'évocation de sa chimère : *« S'ils étaient activés de concert, ces deux leviers de restructuration annonceraient une nouvelle ère : l'UE et le FMI ne seraient plus comme Ebenezer Scrooge, l'avare du Conte de Noël de Dickens. Ce seraient de vrais partenaires, engagés à promouvoir le rétablissement de la Grèce, sans lequel leurs prêts de renflouement seraient de toute façon largement décotés. »*

Au lieu de suspendre unilatéralement le paiement de la dette, Varoufakis propose de refuser tout nouveau crédit : *« si vous êtes prêts à proposer des conditions raisonnables et sensées, tout en refusant de nouveaux prêts […], l'UE et le FMI accepteront de s'asseoir autour d'une table avec vous - ça leur coûtera trop cher de refuser, financièrement et politiquement. »*

Tsipras dubitatif face à la proposition de Varoufakis concernant les banques grecques

- *« - Tu voudrais que j'annonce qu'on file les banques grecques aux étrangers ? Comment veux-tu que je vende ça à Syriza ? »* lui a demandé Tsipras au cours d'une rencontre ultérieure au QG du parti.
- *« - C'est exactement ce que tu dois faire. » (…)*
- Alexis a pigé. Ce qui ne veut pas dire que l'idée lui plaisait. D'autant que le comité central de Syriza penchait naturellement vers la nationalisation des banques. "
- Tsipras objecta quand même qu' *« un gouvernement qui n'aurait aucun pouvoir sur les banques commerciales opérant en Grèce ne pourrait jamais mettre en œuvre une politique industrielle ni un plan de développement et de reconstruction.* ***Comment faire avaler la pilule au comité central ?*** *»*

- Varoufakis, voyant que Tsipras « avait marqué un point », rétorqua : *« Comme nous sommes de vrais internationalistes et de vrais Européens progressistes, nous arracherons les banques en faillite aux Grecs corrompus pour les confier aux Européens ordinaires, aux citoyens qui injectent leur argent dans ces banques. »*

Pour Varoufakis, la suspension de paiement devait être autorisée par les créanciers et ne pas constituer un acte souverain

Les contacts décrits par Varoufakis ont eu lieu après les élections générales qui se sont tenues le 6 mai 2012.

Vu l'impossibilité de constituer un gouvernement, de nouvelles élections générales ont été convoquées pour le 17 juin 2012.

Varoufakis explique que, lorsqu'il prend connaissance du discours de Tsipras du 24 mai dans lequel celui-ci détaille la politique économique de Syriza, il se rend compte qu'un abîme sépare ce qui était proposé et ce qui pouvait être concrètement mis en œuvre dans la zone euro. *« Dans l'heure qui a suivi, j'ai envoyé un mail cuisant à Alexis et Pappas en soulignant tous les défauts de construction de leurs promesses […]. »*

Tsipras prend un tournant à droite qui le rapproche un peu plus de Varoufakis après les élections de mai - juin 2012

J'apporte ma contribution au récit de Varoufakis sur la base du contact direct que j'ai eu avec Tsipras en octobre 2012.

En l'espace de quelques mois, l'engagement à réaliser un audit de la dette et à suspendre le paiement pendant sa réalisation a progressivement disparu du discours de Tsipras et des autres dirigeants de Syriza. Cela s'est fait discrètement et la cinquième mesure proposée par Tsipras en mai 2012 a été remplacée par la proposition de réunir une conférence européenne pour, notamment, réduire la dette grecque.

Au cours d'une entrevue avec Tsipras, début octobre 2012, mes doutes sur son changement d'orientation ont été confirmés. Deux jours avant, le *Wall Street Journal* avait publié les notes secrètes de la réunion du FMI du 9 mai 2010 qui indiquaient explicitement qu'une dizaine de membres de la direction du FMI (comprenant 24 membres) était contre le Mémorandum en assumant que cela n'allait pas marcher, parce que c'était un sauvetage des banques françaises et allemandes et non un plan d'aide à la Grèce. J'ai dit à Tsipras et à son conseiller économique : « Vous avez là un argument en béton pour aller contre le FMI, parce que si on a la preuve que le FMI savait que son programme ne pouvait pas marcher et savait que la dette ne serait pas soutenable, on a le matériau permettant de porter le fer sur *l'illégitimité et l'illégalité de la dette.* » Tsipras m'a répondu : « Mais écoute… le FMI prend ses distances par rapport à la Commission européenne. » J'ai bien vu qu'il avait en tête que le FMI pourrait être un allié de Syriza au cas où Syriza accéderait au gouvernement.

J'ai également dit à Tsipras que j'avais constaté qu'il ne parlait plus des cinq propositions qu'il avait avancées comme prioritaires après les élections de mai 2012 et que la question de l'audit n'était plus mise en avant. Il m'a répondu sans conviction qu'il maintenait ces cinq propositions et qu'il ne fallait pas s'en faire là-dessus.

Le lendemain, Tsipras et moi avons donné une conférence publique devant 3 000 personnes lors du premier festival de la jeunesse de Syriza. Je me suis rendu compte que mon discours qui insistait sur

la nécessité d'adopter une orientation radicale à l'échelle européenne n'était pas apprécié par lui [13].

Je suis convaincu que c'est après les élections de mai-juin 2012 que Tsipras et Pappas ont vraiment fait le choix de miser sur Varoufakis pour faire partie d'un gouvernement. Jusque-là, ils le rencontraient pour puiser des idées et ensuite réfléchir tous les deux sur la façon de s'émanciper des décisions de Syriza.

Varoufakis revient sur sa collaboration avec Tsipras et Pappas début 2013

Varoufakis raconte qu'il a rédigé le discours que Tsipras a prononcé à la Brookings Institution, un *think tank* basé à Washington, assez proche des Démocrates. Varoufakis résume le discours en deux points. Premièrement, Syriza était un parti pro-européen qui ferait tout pour que la Grèce reste dans la zone euro ; pour rester dans la zone euro et pour que celle-ci survive, il fallait un nouveau plan dont la priorité des priorités était la restructuration de la dette, suivie par des réformes qui mineraient l'emprise de l'oligarchie grecque sur l'économie. Deuxièmement, les États-Unis n'avaient rien à craindre de la politique économique ou étrangère d'un éventuel gouvernement Syriza.

C'est après les élections de mai-juin 2012 que Tsipras et Pappas ont vraiment fait le choix de miser sur Varoufakis pour faire partie d'un gouvernement

Cette orientation défendue par Varoufakis et assumée par Tsipras était clairement en opposition au programme de Syriza qui promettait la sortie de la Grèce de l'Otan.

Varoufakis rencontre l'équipe des économistes de Syriza en mai 2013

En mai 2013, à Athènes, Varoufakis fait connaissance avec l'équipe d'économistes de Tsipras.

- *« Outre Pappas et Dragasakis, ministre des Finances fantôme, elle comprenait deux autres députés Syriza que je connaissais et que j'aimais bien : Euclide Tsakalotos, collègue et ami de l'Université d'Athènes, et George Stathakis, professeur d'économie de l'Université de Crète. »*

Il explique qu'il leur a soumis la proposition de programme que Tsipras lui avait demandée.

- *« Ils étaient tous en ébullition, ce qui montrait que j'avais réussi à dissuader Alexis de viser le Grexit et de le brandir comme une menace. J'ai perdu beaucoup d'amis de la gauche au sens large et de Syriza, qui ne m'ont jamais pardonné d'avoir contribué à exclure le Grexit des objectifs de Syriza. En revanche, la garde rapprochée des économistes d'Alexis avait à cœur de trouver une solution viable au sein de la zone euro. »*

Une nouvelle « conférence de Londres » ? L'espoir de coopération internationale versus « l'action souveraine unilatérale »

Je reviens avec un témoignage personnel qui a trait à la deuxième réunion de travail que j'ai eue avec Tsipras. Elle s'est déroulée à Athènes fin octobre dans son bureau de député dans l'enceinte du parlement grec. Une des initiatives que souhaitait prendre Alexis Tsipras était de convoquer une grande conférence internationale sur la réduction de la dette à Athènes en mars 2014. Tsipras, sous la pression de Sofia Sakorafa, qui était députée Syriza depuis 2012, m'a rencontré une nouvelle fois en octobre 2013 et m'a demandé de contribuer à la tenue d'une telle conférence en convaincant une série de personnalités internationales de répondre positivement à l'invitation. J'ai dressé une liste de

participants et nous en avons discuté avec Alexis Tsipras, Sofia Sakorafa et Dimitri Vitsas, secrétaire général de Syriza à l'époque. J'avais proposé d'inviter à cette conférence des personnalités comme Rafael Correa, Diego Borja (ex-directeur de la Banque centrale de l'Équateur), Joseph Stiglitz, Noam Chomsky, Susan George, David Graeber, Naomi Klein… ainsi que des membres de la commission d'audit de la dette équatorienne qui avaient travaillé avec moi en 2007 et 2008. J'ai remarqué que sur la liste que j'avais dressée, Rafael Correa ne l'intéressait pas du tout. Par contre, il aurait voulu l'ex-président du Brésil, Lula, et la présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez. Pour lui, l'Équateur, c'était trop radical. Et, bien sûr, il voulait Joseph Stiglitz et James Galbraith, ce qui était justifié. Mais, dans sa tête, ce n'était pas du tout pour créer une commission d'audit, c'était pour convoquer les différents pays membres de l'Union européenne à une conférence européenne sur la dette, à l'image de l'accord de Londres de 1953, lorsque les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont concédé une réduction de dette très importante à l'Allemagne de l'Ouest et des conditions de remboursement très avantageuses. Je lui ai dit qu'il n'y avait aucune chance que cela se réalise. Comme dirigeant de Syriza, il avait parfaitement la légitimité d'avancer ce plan A, mais il était impensable que Draghi, Hollande, Merkel, Rajoy y consentent. Je lui ai dit qu'il fallait un plan B, dans lequel il devait y avoir la commission d'audit. Je l'ai également déclaré dans la presse grecque. Voici un extrait de mon interview que le *Quotidien des Rédacteurs*, proche de Syriza, a publié en octobre 2014 quasiment le jour où la réunion avec Tsipras a eu lieu. Le journaliste m'avait demandé ce que je pensais de la conférence européenne sur la dette que proposait Alexis Tsipras en se basant sur la conférence de Londres de 1953 et j'ai répondu : *« Il s'agit donc d'une demande légitime […] mais vous ne pourrez pas convaincre les gouvernements des principales économies européennes et les institutions de l'UE de le faire. Mon conseil est le suivant : la dernière décennie nous a montré qu'on peut arriver à des solutions équitables en appliquant des actes souverains unilatéraux. Il faut désobéir aux créanciers qui réclament le paiement d'une dette illégitime et imposent des politiques qui violent les droits humains fondamentaux, lesquels incluent les droits économiques et sociaux des populations. Je pense que la Grèce a de solides arguments pour agir et pour former un gouvernement qui serait soutenu par les citoyens et qui explorerait les possibilités dans ce sens. Un tel gouvernement populaire et de gauche pourrait organiser un comité d'audit de la dette avec une large participation citoyenne, qui permettrait de déterminer quelle partie de la dette est illégale et odieuse, suspendrait unilatéralement les paiements et répudierait ensuite la dette identifiée comme illégitime, odieuse et/ou illégale [14]. »*

Finalement, Alexis Tsipras m'a proposé de préparer avec lui et Pierre Laurent, président à l'époque du Parti de la Gauche européenne, une conférence européenne dont un des thèmes serait la dette. Elle devait se tenir en mars 2014 à Athènes. Cela ne s'est pas concrétisé car, lors d'une réunion tenue en décembre 2013 à Madrid, le Parti de la Gauche européenne a décidé de convoquer une conférence à Bruxelles, à la place d'Athènes, au printemps 2014.

Lors de cette conférence de Bruxelles qui a eu très peu de répercussions et où étaient présents entre autres Alexis Tsipras, Pierre Laurent ainsi que Gabi Zimmer (membre de Die Linke et présidente du groupe parlementaire de la GUE/NGL au parlement européen), j'ai participé comme conférencier à un panel avec Euclide Tsakalotos qui allait devenir le ministre des Finances d'Alexis Tsipras à partir de juillet 2015 [15]. Je me suis rendu compte dès ce moment que Tsakalotos n'était absolument pas favorable à un plan B portant sur la dette, les banques, la fiscalité. Son plan était de négocier à tout prix avec les institutions européennes pour obtenir une réduction de l'austérité sans recourir à la suspension de paiement de la dette et à l'audit. Lors de cette conférence, j'ai de nouveau argumenté en faveur d'un plan B qui devait inclure l'audit et la suspension de paiement de la dette.

La discussion sur la nécessité d'un plan B ne date donc pas de 2015, elle remonte clairement aux années 2013-2014. Le noyau dirigeant autour de Tsipras a décidé d'exclure la préparation d'un plan B et s'est accroché à un plan A irréalisable.

Revenons au récit présenté par Varoufakis. Quelques jours après la rencontre que j'ai eue fin octobre à Athènes avec Tsipras, celui-ci s'est rendu au Texas à un séminaire organisé par Varoufakis et son ami et collègue James Galbraith.

Novembre 2013, Varoufakis organise la venue de Tsipras à l'université Lyndon B. Johnson à Austin, au Texas

- *« En novembre 2013, Jamie et moi avons organisé un colloque de deux jours à l'Université du Texas sur le thème » La zone euro peut-elle être sauvée ? " Alexis, Pappas et Stathakis, très attendus, devaient intervenir. Le but était de présenter les trois dirigeants de Syriza à quelques figures des élites européenne et américaine, à des dirigeants de syndicats, des universitaires et des journalistes. […]*
- Au cours du colloque, Pappas et lui ont assisté à un débat particulièrement houleux entre ma pomme et Heiner Flassbeck, un économiste allemand de gauche, ancien ministre des Finances du gouvernement Schroeder. Flassbeck affirmait qu'il était impossible de libérer la Grèce de sa prison pour dettes tout en la maintenant dans la zone euro. Un gouvernement Syriza devait viser le Grexit, disait-il, en tout cas c'était la meilleure menace à brandir contre ses créanciers - c'était d'ailleurs le point de vue de la Plateforme de gauche, une faction de Syriza qui comptait parmi ses membres un tiers du comité central du parti. Ce jour-là, à Austin, j'ai acquis la conviction qu'Alexis n'était pas d'accord avec cette analyse ; si quelqu'un menaçait le pays du Grexit, ça devait être la troïka, pas Syriza. "

Juin 2014, nouvelle rencontre avec l'équipe des économistes de Tsipras

« Ce mois de juin 2014, rentré en Grèce pour les vacances d'été, j'ai retrouvé Alexis et sa petite bande d'économistes pour les prévenir qu'une nouvelle menace se profilait. » Varoufakis explique qu'il les a mis en garde contre l'action que la BCE comptait mener à partir de début 2015 : fermer le robinet des liquidités aux banques de certains pays de la zone euro et ne leur ouvrir que le robinet des liquidités d'urgence. Cela visait notamment la Grèce.

- " *Deux jours plus tard, j'ai eu un nouveau rendez-vous avec Alexis et Pappas.*
- - Tu te rends compte que tu es le seul à pouvoir superviser la mise en œuvre de la stratégie que tu proposes ? m'a demandé Pappas. Tu es prêt ? "
- Varoufakis continue : " *Une semaine plus tard, Wassily Kafouros, un ami que j'avais connu quand j'étais étudiant en Angleterre, a semé de nouveaux doutes dans mon esprit. D'après lui, j'étais la dernière personne à ignorer que Dragasakis était extrêmement proche des banquiers.*
- - Quelle preuve tu as, Wassily ?
- - Je n'ai pas de preuves mais ça se sait, il est connu pour entretenir d'excellentes relation avec les banquiers, depuis son passage au Parti.
- Je pensais que c'était une accusation infondée "

Varoufakis : j'étais à Austin quand j'ai entendu aux informations qu'Alexis avait présenté les grandes lignes de la politique économique de Syriza […] Une vague de nausée et d'indignation m'a submergé

Varoufakis montrait clairement sa méconnaissance de Syriza et de ses dirigeants. En effet, Dragasakis avait depuis des années des liens avec les banquiers. Lui-même avait été administrateur d'une banque commerciale de taille moyenne. Il fait en quelque sorte le pont entre Tsípras et les

banquiers. Syriza était une formation nouvelle, et donc ses leaders politiques avaient relativement peu d'enracinement dans les sphères étatiques - contrairement, par exemple, au PASOK dont l'histoire est liée à la République et à la gestion des affaires de l'État. Alors qu'avant janvier 2015, parmi les dirigeants de Syriza, aucun n'avait occupé une fonction dans l'État, le seul à avoir été ministre à un moment donné, pendant quelques mois en 1989, était... Dragasakis. Il s'agissait d'un gouvernement de coalition entre le parti de droite Nouvelle démocratie et le Parti communiste (KKE) dont Dragasakis faisait partie à l'époque. Dragasakis était clairement opposé à ce qu'on touche aux intérêts des banques privées grecques, il était également opposé à l'audit de la dette et à une suspension de paiement. Il était favorable au maintien dans la zone euro.

Août 2014, les doutes sur Dragasakis et la volonté de changer le programme de Syriza

En août 2014, Varoufakis finit par faire part de ses doutes sur Dragasakis.

- " - *Ecoute, Alexis, j'ai entendu dire que Dragasakis est extrêmement proche des banques. Et, plus généralement, qu'il ferait semblant de trouver une issue, alors qu'il cherche à maintenir le statu quo.*
- Il ne m'a pas répondu tout de suite. Il a regardé au loin vers le Péloponnèse avant de se retourner en lâchant :
- - Non, je ne pense pas. C'est bon.
- J'étais déconcerté par son laconisme. Est-ce parce qu'il avait aussi des doutes mais préférait croire à la probité d'un camarade plus âgé ? Était-ce une façon d'ignorer ma question ? Aujourd'hui encore je ne sais pas. Sur le moment il m'a dit que je n'avais pas le choix : de toute façon, je serais amené à jouer un rôle essentiel dans les négociations. "

Varoufakis confirme que Tsipras peut compter sur lui mais pose une condition : il veut pouvoir intervenir dans l'élaboration du programme économique de Syriza avant les élections. Tsipras accepte.

Varoufakis : contre le programme de Thessalonique de septembre 2014

« Un mois plus tard, j'étais à Austin quand j'ai entendu aux informations qu'Alexis avait présenté les grandes lignes de la politique économique de Syriza dans un discours à Thessalonique. Surpris, je me suis procuré le texte et je l'ai lu. Une vague de nausée et d'indignation m'a submergé. » Varoufakis fait une déclaration publique pour critiquer durement le programme et s'attend à ce que cela mette fin à la collaboration avec Tsipras.

Pappas à Varoufakis : Le Programme de Thessalonique était un cri de ralliement pour nos troupes. Pas plus. On compte sur toi pour mettre en forme le vrai programme économique de Syriza

Coup de théâtre, Pappas lui téléphone, gai comme un pinson, comme si de rien n'était en lui proposant une nouvelle rencontre. Varoufakis exprime son étonnement et Pappas lui répond : *« - Arrête, ça ne change rien. Le Programme de Thessalonique était un cri de ralliement pour nos troupes. Pas plus. On compte sur toi pour mettre en forme le vrai programme économique de Syriza. »* Varoufakis consent dans ces conditions à poursuivre la collaboration et finira par accepter de devenir ministre des Finances. Il explique qu'à la réunion au cours de laquelle il a donné son accord, l'échange suivant a eu lieu :

- " - *Comme vous le savez, j'ai de sérieuses réserves sur le Programme de Thessalonique. J'ai*

même très peu de respect pour ce programme. Puisqu'il a été présenté au peuple grec comme votre profession de foi économique, je ne vois pas comment je pourrais, en toute honnêteté, endosser la responsabilité de le mettre en œuvre en tant que ministre des Finances.

- Pappas a sauté sur l'occasion pour me dire et me redire qu'en aucun cas je ne devais considérer ce programme comme une contrainte.
- - Tu n'es même pas membre de Syriza.
- - D'accord, mais vous ne vous attendez pas à ce que je le devienne si j'accepte le poste ?
- - Non, en aucune façon, est intervenu Alexis, dont la réponse était très étudiée. *Je ne veux pas que tu sois membre de Syriza. Je ne veux pas que tu pâtisses des prises de décision collectives longues et alambiquées du parti.* "

Conclusion

Varoufakis était un électron libre, sans influence dans Syriza (il n'en était pas membre). Tsipras considérait qu'il pourrait, en cas de nécessité, le démissionner sans provoquer de grands remous dans le parti. Le profil de Varoufakis correspondait au casting défini par Tsipras et Pappas : économiste universitaire, brillant, bon communicateur maniant la provocation et la conciliation avec le sourire, dominant parfaitement l'anglais.

À travers le témoignage de Varoufakis, on découvre qu'à des étapes très importantes, des choix sont faits dans le dos de Syriza au mépris des principes démocratiques élémentaires

Alexis Tsipras a décidé de fonctionner en petit comité dans le dos de son propre parti plutôt que de mettre en pratique une orientation politique décidée de manière collective au sein de Syriza et approuvée démocratiquement par la population grecque. Nommer Yanis Varoufakis ministre des Finances et lui recommander de ne pas devenir membre de Syriza correspondait à une logique de gouvernance technocratique selon laquelle la responsabilité de Varoufakis ne pourrait être engagée ni devant Syriza, ni devant les électeurs grecs, mais uniquement devant Alexis Tsipras et son petit cercle. Il est évident que l'absence de participation populaire et de mécanismes démocratiques dans l'élaboration de l'orientation politique allait à l'encontre de la nécessité, pour un gouvernement de gauche, de faire appel à la mobilisation populaire afin de mettre en pratique le programme politique radical sur lequel il s'était fait élire. Le rappel des événements intervenus entre 2011 et fin 2014 est indispensable pour comprendre ce qui s'est passé après la victoire électorale de Syriza en janvier 2015.

Partie 4 : Varoufakis s'est entouré de tenants de l'ordre dominant comme conseillers

Si vous n'avez pas encore lu *Conversations entre Adultes* de Yanis Varoufakis, commandez-le à votre libraire. Cela se lit comme un polar politique, il y a du suspense, des rebondissements, des trahisons… L'immense intérêt de ce livre c'est que l'auteur donne sa version d'évènements qui ont influencé et influencent encore la situation internationale, en particulier en Europe mais aussi au-delà car la déception provoquée par la capitulation du gouvernement de la gauche radicale grecque

marque profondément les esprits.

La série d'articles que je consacre au livre de Varoufakis constitue un guide pour des lecteurs et des lectrices de gauche qui ne souhaitent pas se contenter de la narration dominante donnée par les grands médias et les gouvernements de la Troïka ; des lecteurs et des lectrices qui ne se satisfont pas non plus de la version donnée par l'ex-ministre des Finances. En contrepoint du récit de Varoufakis j'indique des événements qu'il passe sous silence et j'exprime un avis différent du sien sur ce qu'il aurait fallu faire et sur ce qu'il a fait. Mon récit ne se substitue pas au sien, il se lit en parallèle.

La critique de la politique qui a été suivie par le gouvernement grec en 2015 ne consiste pas principalement à déterminer les responsabilités de Tsipras ou de Varoufakis en tant qu'individus

Il est essentiel de prendre le temps d'analyser la politique mise en pratique par Varoufakis et le gouvernement Tsipras car, pour la première fois au 21e siècle, un gouvernement de gauche radicale a été élu en Europe. Comprendre les failles et tirer les leçons de la manière dont celui-ci a affronté les problèmes qu'il rencontrait sont de la plus haute importance si on veut avoir une chance de ne pas aboutir à un nouveau fiasco. Dans d'autres pays d'Europe, une majorité d'électeurs et d'électrices pourrait porter au gouvernement des forces de gauche qui promettent de rompre avec la longue nuit néolibérale. Ces pays ne sont certes pas nombreux mais ils existent. De toute façon, même là où les chances d'arriver au gouvernement sont très limitées, il est fondamental de présenter un programme cohérent de mesures qui devraient être prises par un gouvernement aussi fidèle au peuple que le sont les gouvernants actuels à l'égard du grand capital.

La critique que je fais des choix de Varoufakis est précise et elle est dure, sans concession. Il n'en demeure pas moins que Varoufakis a pris la peine de communiquer ce qu'il considère être sa part de vérité. Il a pris des risques en le faisant. S'il n'avait pas écrit ce livre, bien des faits importants seraient restés inconnus. Il ne faut pas s'attendre à ce que Tsipras livre sérieusement sa version de ce qui s'est passé. Il lui est impossible de relater son action et de la justifier. Si un jour il lui arrive de signer un récit, il aura été écrit par quelqu'un d'autre et il sera rempli de lieux communs.

Il faut aussi faire une distinction entre Tsipras et Varoufakis : l'un a signé le 3e mémorandum et l'a fait passer au parlement grec, l'autre s'y est opposé, a quitté le gouvernement le 6 juillet et, en tant que député, a voté contre le mémorandum le 15 juillet 2015.

L'enjeu est de tirer des leçons sur ce qu'un gouvernement de gauche radicale peut faire dans la zone euro

L'enjeu de la critique de la politique qui a été suivie par le gouvernement grec en 2015 ne consiste pas principalement à déterminer les responsabilités respectives de Tsipras ou de Varoufakis en tant qu'individus. Ce qui est fondamental, c'est de réaliser une analyse de l'orientation politico-économique qui a été mise en pratique afin de déterminer les causes de l'échec, de voir ce qui aurait pu être tenté à la place et d'en tirer des leçons sur ce qu'un gouvernement de gauche radicale peut faire dans un pays de la périphérie de la zone euro.

Dans cette partie, nous présentons les conseillers dont s'est entouré Varoufakis. Force est de constater que, dès l'étape de sélection de ses principaux conseillers, Yanis Varoufakis s'est entouré de personnes peu disposées à réaliser les promesses de Syriza (c'est le moins qu'on puisse dire) et à mettre en œuvre des politiques alternatives afin de sortir la Grèce de l'emprise de la Troïka.

Les conseillers de Yanis Varoufakis comme ministre

Dans son ouvrage, Varoufakis décrit l'équipe de ses conseillers directs et lointains. La manière dont l'équipe a été composée est terrible. La logique qui a présidé aux choix des personnes explique en partie l'échec qui allait suivre. Ce n'est pas l'élément déterminant mais cela a joué un rôle.

Pour désigner un vice-ministre des Finances en charge de superviser le Trésor, un poste de la plus haute importance, Varoufakis raconte qu'il a consulté **Alekos Papadopoulos**, un ancien ministre des Finances des années 1990, issu du Pasok. Varoufakis explique qu'il avait collaboré avec Papadopoulos pour rédiger le programme économique que Georges Papandréou a présenté aux élections de 2004 remportées par les conservateurs de la Nouvelle démocratie. Syriza qui se présentait pour la première fois à des élections avait obtenu 6 députés avec 3,3 % des voix. Nouvelle démocratie de Karamanlis avait obtenu 45,4 % des voix et le Pasok conduit par Papandreou avait récolté 40,5 % des suffrages.

Varoufakis écrit : « *Papadopoulos était dans l'opposition par rapport à Syriza, mais il était prêt à me soutenir personnellement et m'a promis de me trouver quelqu'un. (…) Le soir-même il m'a envoyé un sms en me donnant le nom de* ***Dimitris Mardas*** » [16]. Varoufakis contacte Mardas directement et lui propose le poste de vice-ministre des Finances.

Il faut savoir que le 17 janvier 2015, huit jours avant la victoire de Syriza, Mardas a publié un article particulièrement agressif contre la députée de Syriza Rachel Makri sous le titre « Rachel Makri vs Kim Jong Un et Amin Dada ». L'article se concluait par la très éloquente question (soulignée par lui-même) « *Sont-ce ceux-là qui vont nous gouverner ?* ». Dix jours plus tard, ce même Mardas devenait, grâce à Varoufakis, ministre suppléant des Finances. Varoufakis explique dans son livre qu'après un mois comme ministre il s'est rendu compte qu'il avait fait un mauvais choix. Signalons que Mardas, qui a soutenu la capitulation en juillet 2015, a été élu député Syriza aux élections de septembre 2015. Papadopoulos a lui aussi soutenu le 3e mémorandum de juillet 2015 [17].

Varoufakis explique qu'en second lieu il devait choisir le Président du Conseil des économistes. Il se rend compte que ce poste avait été pourvu en son nom par le vice-premier ministre Dragasakis. Ce dernier avait en effet choisi **George Chouliarakis**, un économiste d'une trentaine d'années qui avait enseigné à l'Université de Manchester avant d'être transféré à la Banque centrale de Grèce. Chouliarakis a joué un rôle néfaste dès l'entrée en fonction de Varoufakis et pourtant celui-ci l'a gardé jusqu'à la fin. Son nom reviendra plusieurs fois dans le récit des évènements.

Ensuite Varoufakis a intégré à son équipe **Elena Panaritis**, parce qu'elle connaissait bien le langage et le modus operandi de la Troïka. Panaritis, en tant que députée du Pasok, avait voté en faveur du premier mémorandum de 2010. Avant cela, elle avait travaillé à Washington, surtout à la Banque mondiale, où elle s'était construit, selon Varoufakis, un excellent réseau de personnalités proches des institutions basées à Washington. Notamment l'ancien Secrétaire du Trésor, Larry Summers, à qui elle a présenté Varoufakis. Panaritis, dans les années 1990, a travaillé pour la Banque mondiale au Pérou où elle a collaboré avec le régime néolibéral, corrompu et dictatorial d'Alberto Fujimori. Varoufakis raconte : « *Quand je l'ai revue avant les élections, je n'ai pas hésité une seconde à lui demander de me rejoindre. Il n'y a pas mieux pour se battre contre le diable que quelqu'un qui l'a servi et qui est devenu son pire ennemi.* » [18] La suite a montré que loin d'être devenue son pire ennemi, elle a continué à collaborer avec lui.

Sa nomination comme conseillère du ministre des Finances a provoqué dès le début des remous dans Syriza et Tsipras a essayé de convaincre Varoufakis de s'en défaire. Ensuite, il s'en est très bien accommodé. Plus tard, quand Varoufakis, en mai 2015, a fait nommer, avec l'accord de Tsipras, Panaritis représentante de la Grèce au FMI, cela a provoqué une telle levée de boucliers dans Syriza et au parlement, qu'elle a finalement dû renoncer à ce poste le 1er juin 2015 [19].

Dans son équipe, Varoufakis a également incorporé **Glenn Kim**, spécialiste des marchés financiers et en particulier du marché des dettes souveraines. En 2012, il avait collaboré à la mise en œuvre de la restructuration de la dette grecque notamment comme consultant des autorités allemandes. Quand Varoufakis a pris contact avec Glenn Kim, celui-ci lui a dit qu'il travaillait comme consultant pour le gouvernement islandais, qu'il aidait à mettre fin au contrôle des capitaux en vigueur depuis 2008. Cela convenait très bien à Varoufakis qui, à tort, ne voulait surtout pas recourir à un contrôle des mouvements de capitaux, alors qu'il aurait dû prendre en compte les résultats positifs obtenus en Islande.

Varoufakis écrit : « *Un cynique dirait que les experts genre Glenn travaillent exclusivement pour l'argent et pour leur carrière personnelle. Peut-être. Mais être entouré de personnes comme lui, qui connaissent toutes les arcanes du pouvoir, est un atout précieux.* » Précisons que Glenn Kim a continué à conseiller Tsipras après la capitulation de juillet 2015 [20].

Des personnalités avec lesquelles il ne fallait surtout pas s'allier si on voulait réellement promouvoir une solution favorable au peuple grec.
Varoufakis se félicite d'avoir accepté les services de la Banque Lazard et de son directeur, le Français **Matthieu Pigasse** [21]. La banque Lazard avait collaboré, en échange de dizaines de millions d'euros de commission, à la restructuration de la dette grecque réalisée par la Troïka en 2012. Selon Varoufakis, Matthieu Pigasse et Daniel Cohen (professeur à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris et conseiller de Lazard [22]) qui l'accompagnait « *ont réussi à me convaincre en me vantant les avantages de leur complicité, en s'excusant et me proposant leurs précieux services pro bono pour remettre la Grèce debout. Avec des transfuges de cette trempe à nos côtés, notre force technique était décuplée, voire plus.* » [23]

Dans l'équipe internationale dont s'est entouré Varoufakis, il faut citer **James Galbraith** qui lui a apporté un soutien constant et qui a fait plusieurs séjours à Athènes pendant les six premiers mois de l'année 2015. Parmi les personnes que mentionnent Varoufakis comme l'ayant aidé de très près, James Galbraith est le seul à être digne de confiance même s'il a soutenu une orientation beaucoup trop conciliatrice à l'égard des créanciers. James Galbraith est un économiste néokeynésien des États-Unis, proche du Parti démocrate, connaisseur de la politique internationale. En 2009, il avait eu des contacts étroits avec le gouvernement de Georges Papandréou. Galbraith a travaillé principalement sur le plan B et cela dans le plus grand secret. Il témoigne lui-même de cela dans l'ouvrage *Crise grecque, tragédie européenne* [24]. De tous les membres de l'équipe que mentionne Varoufakis, Galbraith est le seul à propos duquel on peut considérer qu'il pouvait réellement apporter une aide constructive aux autorités grecques. Il a défendu, aux côtés de Varoufakis, une orientation trop modérée qui ne correspondait pas aux défis qu'il fallait relever et il le reconnaît partiellement [25]. Daniel Munevar, un collaborateur de Galbraith, a apporté activement son soutien à Varoufakis dans la négociation avec les créanciers à partir de mars 2015 mais Varoufakis ne mentionne pas son nom [26].

Varoufakis préfère mentionner des personnalités étrangères faisant partie directement de l'establishment : « *Outre Norman (Lamont), mes partisans d'outremer comprenaient Jeff Sachs, économiste à l'Université de Columbia, Thomas Mayer, de la Deutsche Bank, Larry Summers, et Jamie Galbraith* » [27]. Des personnalités avec lesquelles il ne fallait surtout pas s'allier, à part Galbraith, si on voulait réellement promouvoir une solution favorable au peuple grec. En voici quelques exemples.

Larry Summers, Jeffrey Sachs et d'autres : Varoufakis continue avec des choix incompatibles avec le programme de Syriza

Le parcours de **Lawrence 'Larry' Summers** comporte un certain nombre de taches qui auraient dû être indélébiles… et empêcher toute collaboration. Varoufakis a pourtant cherché systématiquement celle-ci et en est très satisfait. Il déclare dans l'introduction de son livre : « *Nous étions largement d'accord sur l'essentiel, et ce n'était pas rien d'avoir le soutien du formidable Larry Summers (…)* » [28].

Le passé de Summers mérite qu'on souligne quelques étapes importantes.

En décembre 1991, alors économiste en chef de la Banque mondiale, Summers écrit dans une note interne : « *Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico. Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays moins avancés. Une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles est imparable. […] L'inquiétude [à propos des agents toxiques] sera de toute évidence beaucoup plus élevée dans un pays où les gens vivent assez longtemps pour attraper le cancer que dans un pays où la mortalité infantile est de 200 pour 1 000 à cinq ans* [29] ». Il ajoute même, toujours en 1991 : « *Il n'y a pas de […] limites à la capacité d'absorption de la planète susceptibles de nous bloquer dans un avenir prévisible. Le risque d'une apocalypse due au réchauffement du climat ou à toute autre cause est inexistant. L'idée que le monde court à sa perte est profondément fausse. L'idée que nous devrions imposer des limites à la croissance à cause de limites naturelles est une erreur profonde ; c'est en outre une idée dont le coût social serait stupéfiant si jamais elle était appliquée* [30] ».

Devenu vice-secrétaire au Trésor sous Clinton en 1995, Summers pèse de tout son poids avec son mentor, le secrétaire d'État, Robert Rubin, pour obtenir l'élimination en 1999 de la loi qui séparait les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement et la remplacer par une loi dictée par les banquiers [31]. En 1998, avec Alan Greenspan, directeur de la Réserve fédérale et Robert Rubin, Summers avait aussi réussi à convaincre l'autorité de contrôle des bourses des matières premières, la *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC), d'abandonner toutes les barrières qui « entravaient » le marché des dérivés de crédits vendus de gré à gré (*Over The Counter* - OTC). La porte est alors grande ouverte pour une accélération de la dérèglementation bancaire et financière qui a abouti à la crise de 2007-2008 aux États-Unis et qui a eu des retombées en Grèce en 2009-2010.

Ajoutons qu'en 2000, Summers fait pression, en tant que secrétaire d'État au Trésor, sur le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, pour que celui-ci se débarrasse de Joseph Stiglitz, qui lui a succédé au poste d'économiste en chef et qui est très critique sur les orientations néolibérales que Summers et Rubin mettent en œuvre aux quatre coins de la planète où s'allument des incendies financiers. Après l'arrivée du président républicain George W. Bush, il poursuit sa carrière en devenant président de l'université de Harvard en 2001, mais se signale particulièrement en février 2005 en se mettant à dos la communauté universitaire après une discussion au Bureau national de la recherche économique (NBER) [32]. Interrogé sur les raisons pour lesquelles on retrouve peu de femmes à un poste élevé dans le domaine scientifique, il affirme que celles-ci sont intrinsèquement moins douées que les hommes pour les sciences, en écartant comme explications possibles l'origine sociale et familiale ou une volonté de discrimination. Cela provoque une grande polémique [33] tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université. Malgré ses excuses, les protestations d'une majorité de professeurs et d'étudiants de Harvard l'obligent à démissionner en 2006.

En 2009, Summers est devenu membre de l'équipe de transition du président élu Barack Obama et a dirigé le Conseil économique national. En septembre 2010, Summers a quitté l'équipe d'Obama et a repris sa carrière à l'université d'Harvard tout en jouant un rôle dans les coulisses de la politique

notamment à Washington. Varoufakis raconte qu'il a demandé à Helena Panaritis de le mettre en contact avec Summers en 2015 afin de pouvoir avoir une influence sur Obama d'une part et sur le FMI d'autre part.

Varoufakis a demandé également à **Jeffrey Sachs**, spécialisé lui aussi dans les jeux d'influence dans les coulisses de Washington, de collaborer de manière rapprochée, ce que celui-ci a accepté en se rendant plusieurs fois à Athènes, à Bruxelles, à Londres, à Washington en 2015, afin de renforcer l'équipe de Varoufakis. Jeffrey Sachs, comme Lawrence Summers, est lié au parti démocrate, et est présenté dans les médias dominants comme favorable à une solution douce aux crises de la dette en tenant compte des intérêts des pauvres [34]. Pourtant, Jeffrey Sachs a été conseiller de gouvernements néolibéraux qui ont appliqué la politique de la thérapie du choc dans leur pays : Bolivie (1985), Pologne (1989), Russie (1991). Dans son livre *La Stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre* (2008), Naomi Klein a dressé un réquisitoire implacable contre Jeffrey Sachs et les politiques qu'il a recommandées en collaboration avec le FMI, la Banque mondiale et les classes dominantes locales.

Varoufakis mentionne également le soutien indéfectible qu'il a reçu de **Lord Norman Lamont** qui a été Chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances de Grande-Bretagne) dans le gouvernement du conservateur John Major de 1990 à 1993. « *Mon amitié avec **Lord Lamont of Lerwick**, Tory et eurosceptique pur jus, le Chancelier qui avait permis à la Grande-Bretagne d'échapper au Système monétaire européen, s'accordait mal avec mon image d'extrême-gauchiste.* » Varoufakis souligne l'importance de la collaboration avec Norman Lamont : « *J'ai passé 162 jours à la tête du ministère des Finances et Norman a toujours été un soutien inébranlable, notamment pour finaliser la dernière version de mes propositions de réforme de la dette et de la fiscalité à soumettre à l'UE et au FMI* » [35].

Parmi les autres experts étrangers auxquels Varoufakis a eu recours et qui ont participé à l'élaboration des propositions qu'il a faites aux créanciers : **Willem Buiter**, qui a rejoint la banque *Citigroup* en 2010 comme économiste en chef, et **Thomas Mayer**, ex-économiste en chef de la Deutsche Bank.

Si l'on s'en tient au récit de Varoufakis, le rôle de ces personnalités n'a pas été anodin. Se référant au énième plan qu'il a proposé en mai 2015 aux créanciers, il écrit : « *Le temps que j'atterrisse, le Plan pour la Grèce était finalisé. Jeff Sachs avait brillamment rectifié la version que je lui avais envoyée deux jours plus tôt. Norman Lamont avait effectué des ajouts importants ; l'équipe de Lazard avait affiné la proposition d'échange de dettes et Larry Summers avait avalisé l'ensemble*. » [36]

Spyros Sagias, un autre exemple d'un défenseur de l'ordre dominant faisant partie du cercle étroit de Tsipras et de Varoufakis

Varoufakis explique qu'il a établi une relation étroite avec Spyros Sagias qui est devenu le conseiller juridique du Premier ministre Tsipras, avec qui il a fait connaissance quelques jours avant les élections. Le choix de Sagias par Tsipras en dit également long sur les priorités de Tsipras au moment de choisir son entourage en tant que chef du gouvernement. Il voulait autant que possible s'entourer de personnages pouvant établir des ponts avec l'establishment, avec le patronat, avec les créanciers. Sagias avait conseillé le gouvernement du socialiste Simitis dans les années 1990 au moment où celui-ci entamait un important programme de privatisations.

Varoufakis décrit Sagias de la manière suivante : « *Sagias n'était pas un homme politique mais, comme il se présenta plus ou moins en riant, un avocat systémique. (…) Pas un seul grand contrat*

d'affaires où étaient en jeu intérêts privés et secteur public n'échappait à sa sagacité : privatisations, vastes projets immobiliers, fusions, il dominait tout. Il avait conseillé Cosco, le conglomérat chinois qui avait acheté des parts du Pirée et rêvait d'en acquérir la totalité, une privatisation à laquelle Syriza était farouchement opposé ». Il ajoute : « *Le jour où Pappas m'avait dit que Sagias serait sans doute secrétaire de cabinet, j'avais été heureusement surpris : on aurait un as du droit parmi nous, un conseiller sachant rédiger des projets de loi imparables et déterrer les secrets honteux de l'ancien régime* ». « *Je l'aime bien, Sagias, pensais-je. Il avait conscience de fricoter avec l'oligarchie et ne s'en cachait pas* » [37]. Sagias, comme le montre Varoufakis plus loin dans son livre, a soutenu les choix successifs qui ont amené à la capitulation définitive.

Ajoutons que pendant le gouvernement Tsipras I, il a aussi aidé Cosco à acquérir les parties du Port du Pirée que l'entreprise chinoise ne possédait pas encore [38]. C'est d'ailleurs la firme de Sagias qui avait rédigé la première convention avec Cosco en 2008. Après avoir quitté ses fonctions de secrétaire du gouvernement, Sagias s'est remis encore plus activement à son cabinet d'affaires [39]. Il est redevenu le conseil attitré de grands intérêts étrangers pour favoriser de nouvelles privatisations. Il a servi les intérêts de l'Émir du Qatar en 2016 qui souhaitait acquérir une île grecque, l'île d'Oxyas à Zakinthos, appartenant à une zone Natura. Sagias a également été le conseil de Cosco en 2016-2017 dans un litige avec les travailleurs du port du Pirée, quand il s'est agi de trouver une formule de départ anticipé (ou de licenciement déguisé) pour plus d'une centaine de travailleurs proches de l'âge de la retraite.

Dans la cinquième partie nous aborderons les évènements de janvier-février 2015 : les journées qui ont précédé la victoire attendue de Syriza le 25 janvier, la création du gouvernement Tsipras, le programme de Syriza, l'entrée en fonction de Yanis Varoufakis comme ministre des Finances et les négociations qui conduisent à l'accord funeste du 20 février 2015.

Eric Toussaint

P.-S.

* http://www.cadtm.org/Comment-Tsipras-avec-le-concours

* http://www.cadtm.org/Varoufakis-s-est-entoure-de

Notes

[1] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, chap. 3, p. 57. Toutes les citations proviennent des chapitres 3 et 4. Le livre va paraître à l'automne 2017 en français chez l'éditeur Les Liens qui Libèrent. N'hésitez pas à passer commande chez votre libraire.

[2] Voir le texte de cette lettre dans James K. Galbraith, Crise grecque, tragédie européenne, Le Seuil, 2016, http://www.seuil.com/ouvrage/crise-grecque-tragedie-europeenne-james-k-galbraith/9782021314847

[3] « Ouvrez les livres de comptes de la dette publique ! » http://cadtm.org/Ouvrez-les-livres-de-compte-de-la

[4] http://cadtm.org/Commission-Internationale-d-audit

[5] En 2011, *Ethnos tis Kyriakis*, de centre-gauche, était le troisième quotidien grec en termes de tirage (100 000 exemplaires). Version en grec de l'interview publiée le 9 janvier 2011 : http://www.ethnos.gr/article.asp?catid=22770&subid=2&pubid=49752949 Voir la version française : http://cadtm.org/Les-peuples-de-l-Europe-ont-aussi

[6] Voir en grec : ΣχόλιαΓιάνης Βαρουφάκης Debtocracy : Γιατί δεν συνυπέγραψα http://www.protagon.gr/?i=protagon.el.article&id=6245 , publié le 11 avril 2011

[7] Voir à propos de Debtocracy : « Dette : les Grecs et la Debtocracy ». http://cadtm.org/Dette-les-grecs-et-la-Debtocracy, publié le 13 juillet 2011.

[8] Voir le diaporama de mon exposé : Eric Toussaint, Greece : Symbol of Illegitimate Debt, publié le 12 mars 2011, http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Debt_Crisis_Athens_SITE_March2011_EricToussaint.pdf . Les principales propositions qui ressortaient de mon exposé sont exprimées dans ce texte : Éric Toussaint, « Huit propositions urgentes pour une autre Europe », publié le 4 avril 2011, http://www.cadtm.org/Huit-propositions-urgentes-pour

[9] Elena Papadopoulou and Gabriel Sakellaridis (eds.), *The Political Economy of Public Debt and Austerity in the EU*, Athens : Nissos Publications 2012, 290 p., ISBN : 9-789609-535465
Il est utile de reproduire la table des matières de ce livre intéressant car les noms d'acteurs clés de Syriza y apparaissent. Table des matières :
Elena Papadopoulou, Gabriel Sakellaridis (Gabriel S. a été porte-parole du groupe Syriza au parlement grec en 2015. Il a démissionné en décembre 2015 en désaccord avec l'application du 3e mémorandum. Il n'est plus membre de Syriza) :
Introduction. Section 1 - Understanding the European Debt Crisis in a Global Perspective
George Stathakis (George S. est ministre de l'économie dans le gouvernement Tsipras 2, il faisait partie de l'aile droite de Syriza et était totalement opposé à l'audit de la dette grecque. Fin 2015, la presse a révélé qu'il aurait omis de déclarer au fisc 1,8 million d'euros et 38 biens immobiliers) : The World Public Debt Crisis. Brigitte Unger : Causes of the Debt Crisis : Greek Problem or Systemic Problem ?
Euclide Tsakalotos (ministre des finances depuis juillet 2015) : Crisis, Inequality and Capitalist Legitimacy. Dimitris Sotiropoulos : Thoughts on the On-going European Debt Crisis : A New Theoretical and Political Perspective

Section 2 - The Management of the Debt Crisis by the EU and the European Elites. Marica Frangakis : From Banking Crisis to Austerity in the EU - The Need for Solidarity. Jan Toporowski : Government Bonds and European Debt Markets. Riccardo Bellofiore : The Postman Always Rings Twice : The Euro Crisis inside the Global Crisis.

Section 3 - Facets of the Social and Political Consequences of the Crisis in Europe. Maria Karamessini : Global Economic Crisis and the European Union - Implications, Policies and Challenges
Giovanna Vertova : Women on the Verge of a Nervous Breakdown : The Gender Impact of the Crisis. Elisabeth Gauthier : The Rule of the Markets : Democracy in Shambles

Section 4 - The PIGS as (Scape) Goats. Portugal - Marianna Mortagua
Ireland - Daniel Finn
Greece - Eric Toussaint
Spain - Javier Navascues

Hungary - Tamas Morva

Section 5 - Overcoming the Crisis : The Imperative of Alternative Proposals. Yannis Dragasakis (vice-premier ministre des gouvernements Tsipras 1 et 2) : A Radical Solution only through a Common Left European Strategy. Kunibert Raffer : Insolvency Protection and Fairness for Greece : Implementing the Raffer Proposal. Pedro Páez Pérez : A Latin-American Perspective on Austerity Policies, Debt and the New Financial Architecture
Nicos Chountis (ex vice-ministre des relations avec les institutions européennes dans le gouvernement Tsipras1, a été démissionné par Tsipras pour son refus de la capitulation et est eurodéputé de l'Unité Populaire depuis septembre 2015) : The Debt Crisis and the Alternative Strategies of the Left. Yanis Varoufakis (ministre des finances de janvier à juillet 2015) : A Modest Proposal for Overcoming the Euro Crisis.

Section 6 - The Crucial Role of the European Left - Political Interventions. Alexis Tsipras : A European Solution for a European Problem : The Debt Crisis as a Social Crisis.
Pierre Laurent : People Should Not Pay for the Crisis of Capitalism.

Le livre est disponible en PDF : http://www.cadtm.org/Public-Debt-and-Austerity-in-the

[10] Nadia Valavani est une personnalité publique grecque respectée, notamment pour le courage dont elle a fait preuve dans la lutte contre la dictature des colonels. Elle soutient Unité populaire depuis août-septembre 2015.

[11] Daniel Munevar a également participé à cette discussion. Il a fait partie de l'équipe des conseillers de Varoufakis lorsque celui-ci était ministre des Finances.

[12] Source http://links.org.au/node/2888 (traduction en français à partir de l'anglais)

[13] Voir Éric Toussaint : « Le peuple grec se trouve aujourd'hui à l'épicentre de la crise du capitalisme », http://www.cadtm.org/Eric-Toussaint-Le-peuple-grec-se

[14] Voir » L'appel d'Alexis Tsipras pour une Conférence internationale sur la dette est légitime « , http://www.cadtm.org/Eric-Toussaint-L-appel-d-Alexis, publié le 23 octobre 2014.

[15] Euclide Tsakalotos, qui en 2014 était professeur d'économie au Royaume-Uni, a remplacé à partir de juillet 2015 Varoufakis au poste de ministre des Finances. Il occupait toujours cette fonction début 2017 dans le gouvernement Tsipras II.

[16] Y. Varoufakis, *Conversations entre adultes. Dans les coulisses secrètes de l'Europe*, Les Liens Qui Libèrent, Paris, 2017, Chapitre 5, p. 127.

[17] Voir *Vice*, « The Former Finance Minister Who Tried to Warn Greece About the Crisis », publié le 15 juillet 2015, consulté le 12 novembre 2017

[18] Y. Varoufakis, *op.cit.*, Chapitre 5, p. 129.

[19] Adea Guillot, « Grèce : l'ex-députée socialiste Elena Panaritis renonce au FMI », publié le 1er juin 2015, *Le Monde*

[20] Alors que, sous Varoufakis, il avait été défrayé de manière modeste, il a remis, en août 2015, une facture de 375 000 euros pour la période antérieure à juillet 2015. Cela a provoqué des remous et a alimenté la campagne de discrédit lancé par la presse dominante grecque contre

Varoufakis. *GRReporter*, « A Korean adviser of Varoufakis claims a fee of €375,000 », publié le 9 août 2017, consulté le 12 novembre 2017

[21] La Banque Lazard est un groupe mondial de conseil financier et de gestion d'actifs. Entreprise franco-américaine à sa création en 1848, Lazard est aujourd'hui cotée à la bourse de New York et est présente dans 43 villes dans 27 pays. Son dirigeant le plus connu en France est Matthieu Pigasse. Sous sa conduite la banque a conseillé différents gouvernements en matière de dette ou de gestion d'actifs (entendez privatisations) : l'Équateur en 2008-2009 en ce qui concerne la dette, la Grèce en 2012 et en 2015, le Venezuela en 2012-2013. M.Pigasse a des intérêts directs dans le quotidien Le Monde, dans *Huffington Post* et dans le magazine *Les Inrockuptibles*. À la fin de l'année 2017, Matthieu Pigasse et la Banque Lazard se sont rangés aux côtés du régime corrompu et répressif du président congolais Denis Sassou-Nguesso pour l'aider dans ses relations avec les créanciers.

[22] Spécialiste de la dette souveraine, il est conseiller à la banque Lazard, avec laquelle il a conseillé le Premier ministre grec Georges Papandréou et le président équatorien Rafael Correa pour la renégociation de la dette de leurs pays. Il a participé, avec la Banque mondiale, à l'« initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés » (initiative PPTE). Il est éditorialiste au quotidien Le Monde. Daniel Cohen a également été conseiller de François Fillon, Premier ministre de Nicolas Sarkozy de 2010 à 2012. Puis il a soutenu François Hollande, président de 2012 à 2017.

[23] Y. Varoufakis, *op.cit.*, chapitre 5, p. 131.

[24] James K. Galbraith, *Crise grecque, tragédie européenne*, Éd. du Seuil, Paris, 2016

[25] Voir l'article de Martine Orange « L'économiste James Galbraith raconte les coulisses du plan B grec »

[26] Daniel Munevar est un économiste postkeynésien originaire de Bogotá, en Colombie. De mars à juillet 2015, il a travaillé comme assistant de Yanis Varoufakis alors qu'il était ministre des Finances ; il le conseillait en matière de politique budgétaire et de soutenabilité de la dette. Auparavant, il était conseiller au Ministère des Finances de Colombie. En 2009-2010, il a été permanent du CADTM en Belgique puis de retour en Amérique latine, il a cordonné le réseau du CADTM en Amérique latine de 2011 à 2014. C'est une des figures marquantes dans l'étude de la dette publique en Amérique latine. Il a publié de nombreux articles et études. Il a participé avec Éric Toussaint, Pierre Gottiniaux et Antonio Sanabria à la rédaction des Chiffres de la dette 2015. Il travaille depuis 2017 à Genève à la CNUCED.
Daniel Munevar fait référence à sa participation à l'équipe de Varoufakis dans cet article. Dans le livre déjà mentionné, James Galbraith souligne l'importance de l'aide que lui a apportée Daniel Munevar.

[27] Y. Varoufakis, *op.cit.*, chapitre 5, p. 133.

[28] Y. Varoufakis, *op.cit.*, p. 17

[29] Des extraits ont été publiés par *The Economist* (8 février 1992) ainsi que par *The Financial Times* (10 février 1992) sous le titre » Préservez la planète des économistes « .

[30] Lawrence Summers, à l'occasion de l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI à Bangkok en 1991, interview avec Kirsten Garrett, » Background Briefing « , *Australian*

Broadcasting Company, second programme.

[31] La loi adoptée sous la conduite de Robert Rubin et de Lawrence Summers est connue comme la loi *Gramm-Leach-Bliley Act Financial Services Modernization Act* de 1999. Cette loi américaine a été adoptée par le Congrès, dominé par une majorité républicaine, et promulguée par l'administration Clinton le 12 novembre 1999. Elle permet aux banques d'affaire et aux banques de dépôts de fusionner en mettant en place des services de banques universelles qui assurent aussi bien les services d'une banque de dépôt que d'une banque d'investissement et que d'une compagnie d'assurance. Le vote de cette loi a été l'objet d'un intense lobbying des banques pour permettre la fusion de *Citibank* avec la compagnie d'assurances *Travelers Group*, afin de former le conglomérat *Citigroup*, l'un des plus importants groupes de services financiers au monde. L'adoption de la nouvelle législation revenait à abroger la loi *Glass Steagall Act*, ou *Banking Act*, en place depuis 1933, qui a notamment déclaré incompatibles les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement et qui a permis d'éviter de grandes crises bancaires aux États-Unis jusqu'à celle de 2007-2008.

[32] *Financial Times*, 26-27 février 2005.

[33] La polémique a été également alimentée par la désapprobation de l'attaque lancée par Summers contre Cornel West, un universitaire noir et progressiste, professeur de Religion et d'études afro-américaines à l'université de Princeton. Summers, prosioniste notoire, dénonça West comme antisémite parce que celui-ci soutenait l'action des étudiants qui exigeaient un boycott d'Israël tant que son gouvernement ne respecterait pas les droits des Palestiniens. Voir *Financial Times* du 26-27 février 2005. Cornel West, qui a soutenu Obama avec enthousiasme, s'est étonné que celui-ci veuille s'entourer de Summers et de Rubin. Voir www.democracynow.org/2008/11/19/cornel_west_on_the_election_of

[34] Sachs a publié en 2005 un livre intitulé *La fin de la pauvreté* (*The End of Poverty : How We Can Make it Happen in Our Lifetime*) qui a été très bien accueilli par l'establishment. En 2007-2008 le CADTM a participé à la réalisation et à la diffusion du film documentaire *La fin de la pauvreté ?* qui constitue la démonstration opposée à celle de Sachs. Ce film du cinéaste Philippe Diaz a été sélectionné au festival de Cannes en 2008 par la semaine de la Critique (il contient des interviews de Joseph Stiglitz, Susan George, Amartya Sen, Éric Toussaint, John Perkins). Sachs a publié un nouveau livre mainstream en 2015 sur le développement durable. Voici un exemple de commentaire promotionnel qu'on peut trouver dans la presse : « *Conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, l'économiste Jeffrey Sachs compte parmi les personnalités les plus influentes en matière de développement durable. Inspirateur des 8 objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui ont couru de 2000 à 2015, Sachs sait briller et être entendu dans tous les milieux.* »

[35] Y. Varoufakis, *op.cit.*, chapitre 5, p. 132.

[36] Y. Varoufakis, *op.cit.*, chapitre 15, p. 398

[37] Adéa Guillot et Cécile Ducourtieux du quotidien *Le Monde* écrivaient à propos de Sagias « *Longtemps proche du PASOK, il a participé à de nombreuses négociations de contrats publics et conseille régulièrement des investisseurs étrangers souhaitant s'implanter en Grèce.* »

[38] Je reviendrai plus loin sur le rôle joué par Varoufakis lui-même dans la poursuite de la privatisation du port du Pirée et sur ses relations avec Cosco.

[39] Voir le site officiel de la firme de Sagias.